

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES APPARENTES IRRÉGULARITÉS DANS L'ASSISTANCE À L'AGRICULTURE DES PRAIRIES—DEMANDE D'ENQUÊTE DE LA GRC

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, on applaudit parce que j'ai essayé de poser une question supplémentaire lundi.

Une voix: Et chaque jour depuis.

M. Towers: Oui, et chaque jour depuis. Ma question s'adresse au solliciteur général. Lundi, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a soulevé un point au sujet d'irrégularités ayant entouré l'administration de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. Le solliciteur général a-t-il chargé la GRC de faire enquête sur ces allégations?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Non, monsieur l'Orateur, personne ne me l'a demandé. Si le député veut que je transmette sa demande à la GRC, je le ferai.

M. Towers: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Bien que le ministre ait dit qu'il se plierait à ma demande, j'ai une autre question à poser. Prendrait-il immédiatement des mesures pour charger la GRC d'étudier les documents et les renseignements disponibles concernant ces irrégularités, de porter des accusations au besoin, et de remettre ses conclusions à l'Auditeur général du Canada qui est un employé et agent du Parlement pour éviter qu'un ministre de la Couronne ne fasse enquête et rapport sur un autre ministère fédéral?

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, je tiens à dire clairement que je ne chargerai pas la GRC de faire enquête sur cette affaire, mais je lui demanderai d'étudier les instances du député.

* * *

L'INDUSTRIE

BOIS D'ŒUVRE—DEMANDE D'EXPOSÉ DES NÉGOCIATIONS RELATIVES À LA DEMANDE D'AIDE

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, le 19 novembre dernier, le ministre de l'Industrie et du Commerce déclarait à la Chambre que les représentants de divers ministères devaient s'entretenir avec lui du marasme qui frappe l'industrie du bois d'œuvre au Canada. Le ministre est absent aujourd'hui, mais je suis certain que le premier ministre est au courant des résultats de cette discussion et serait en mesure de nous dire ce que le gouvernement est disposé à faire pour aider l'industrie en question, puisque la situation se détériore rapidement.

● (1500)

[Français]

M. Gaston Clermont (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, je prends la question comme préavis, et il me fera plaisir de la porter à son attention.

Questions orales

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LE CAS DE VERSEMENTS ILLÉGAUX À CERTAINS FONCTIONNAIRES CHARGÉS DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSISTANCE À L'AGRICULTURE DES PRAIRIES—DEMANDE DU RAPPORT DE L'ENQUÊTE MINISTÉRIELLE

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, ma question vient en supplément de celle qu'a posée le député de Red Deer au ministre de l'Agriculture. Lundi dernier, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a posé une question au ministre sur des irrégularités commises dans l'administration de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, et le ministre a répondu qu'il n'était pas au courant de la situation mais qu'il se renseignerait pour obtenir confirmation des faits. Le ministre s'est-il renseigné, en a-t-il obtenu confirmation, et quand saisira-t-il le solliciteur général de cette question afin que ce dernier enquête sur ce qui semble être une appropriation flagrante des deniers publics à des fins politiques?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, l'enquête n'est pas terminée, en ce qui me regarde, mais j'étais en Alberta avant-hier et, à mon avis, les rapports préliminaires contiennent assez de renseignements pour démontrer que les faits ont été indûment grossis. Je suis sûr que la GRC ou tout autre enquêteur en arrivera à la même conclusion. Nous vous ferons part en temps et lieu de tous les faits connus au ministère. La personne en cause était un employé temporaire engagé comme inspecteur du programme. Il recevait \$20 ou \$24 par jour. D'après les renseignements dont je dispose à l'heure actuelle, il n'y a qu'une personne en cause, mais l'enquête est loin d'être terminée.

M. Nielsen: Lorsque l'enquête du ministre sera terminée, remettra-t-il les faits entre les mains du solliciteur général en demandant que la GRC fasse enquête?

M. Whelan: Bien entendu, monsieur l'Orateur. Nous n'avons absolument rien à cacher.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

L'OPPORTUNITÉ D'UN ACCROISSEMENT DE L'EFFECTIF EN RAISON DE LA MONTÉE DE L'USAGE DE MARIJUANA

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, je veux poser ma question au solliciteur général. Elle fait suite aux déclarations de l'inspecteur L. S. Smith de la GRC lors d'un interview récente à Toronto. L'inspecteur aurait entre autres choses déclaré qu'on fait pousser plus de marijuana, qu'on en importe davantage et qu'on en fait un plus grand usage que jamais, et que ce corps policier n'a pas assez d'hommes pour faire face à la situation. Le ministre nous dirait-il quels sont ses projets, ou ceux de son ministère, en vue d'accroître les effectifs de ce distingué corps policier canadien et de lui permettre ainsi d'affronter convenablement cette situation grave?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, l'an dernier nous avons augmenté l'effectif de l'escouade anti-drogues de la GRC. Nous avons en outre demandé une nouvelle hausse pour l'année financière qui vient. Nous avons donc donné suite à la demande de la GRC qui sollicitait des renforts dans ce secteur; nous continuerons de le faire. Je n'ai pas les chiffres exacts.